



dlsi®

2023

COMPTES

CONSOLIDÉS

ÉTATS CONSOLIDÉS DE LA SITUATION FINANCIÈRE – ACTIF

Libellé (en K€)	Note	31/12/2023	31/12/2022
Goodwill	4.1.1.	32 619	32 982
Immobilisations incorporelles	4.1.2.	500	667
Immobilisations corporelles	4.1.3.	1 464	1 207
Droits d'utilisation relatifs aux contrats de location	4.1.4.	5 580	5 882
Immobilisations financières	4.1.5.	640	626
Impôts différés - actif	6.5.	506	400
Autres actifs non courants	4.1.5.	-	20
Actif non courant		41 308	41 784
Clients et autres débiteurs	4.2.1.	42 049	41 281
Autres actifs courants	4.2.1.	2 140	2 195
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4.2.2.	30 179	26 912
Actif courant		74 368	70 389
Total ACTIF		115 676	112 173

Les notes figurant en annexe font partie intégrante des états financiers.

ÉTATS CONSOLIDÉS DE LA SITUATION FINANCIÈRE – PASSIF

Libellé (en K€)	Note	31/12/2023	31/12/2022
Capital social	5.1.1.	5 083	5 083
Primes d'émission et d'apport		3 890	3 890
Réserves consolidées*		46 294	42 274
Résultat net (Part du groupe)		3 680	4 787
Capitaux propres (Part du groupe)		58 947	56 033
Intérêts ne conférant pas le contrôle		886	803
Total des capitaux propres		59 832	56 836
Provisions au titre des avantages envers le personnel	5.1.2.	1 338	1 101
Emprunts et dettes financières	5.1.3.	511	595
Impôts différés - passif	6.5.	25	0
Dettes de location non courantes	4.1.4.	3 702	4 142
Passif non courant		5 576	5 838
Provisions courantes	5.2.1.	195	80
Emprunts et dettes financières	5.1.3.	4 012	3 823
Dettes de location courantes	4.1.4.	1 858	1 741
Fournisseurs et autres créditeurs	5.2.2.	5 010	4 376
Autres passifs courants	5.2.2.	39 192	39 480
Passif courant		50 268	49 499
Total PASSIF		115 676	112 173

*A noter que les postes de « Réserves » et « Autres réserves » mentionnés dans les états consolidés pour l'exercice 2022 ont été regroupés sous le poste « Réserves consolidées » dans les présents états consolidés.

Les notes figurant en annexe font partie intégrante des états financiers.

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

Libellé (en K€)	Note	2023	2022
Chiffre d'affaires	6.1.	204 535	196 686
Achats consommés		(880)	(888)
Charges externes		(7 685)	(6 736)
Charges de personnel	6.2.	(185 603)	(179 112)
Impôts et taxes		(2 955)	(3 093)
Dotations nettes aux amortissements, dépréciations et provisions	6.4.	(2 839)	(731)
Autres produits et charges opérationnels courants		1 607	1 322
Dépréciations des goodwill		(560)	-
Résultat opérationnel		5 620	7 448
Coût de l'endettement financier brut	5.1.3.	(129)	(61)
Coût de l'endettement financier net	5.1.3.	(129)	(61)
Autres produits et charges financiers	6.3.	(57)	(297)
Résultat financier		(186)	(358)
Impôts sur les résultats	6.5.	(1 723)	(2 138)
Résultat après impôts		3 711	4 952
Résultat net		3 711	4 952
Résultat net part du groupe		3 680	4 787
Résultat net des intérêts ne conférant pas le contrôle		31	165
Nombre d'actions		2 541 490	2 541 490
Résultat net part du groupe, par action non dilué (en euros)	5.1.1.	1,45	1,88
Résultat net part du groupe, par action dilué (en euros)	5.1.1.	1,45	1,88

Les notes figurant en annexe font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ

Le résultat global est lié aux variations de change, en particulier avec le franc suisse, et aux écarts des hypothèses actuarielles relatives aux indemnités de départ à la retraite. Les autres éléments du résultat global se détaillent ainsi :

<i>En Keuros</i>	31/12/2023	31/12/2022
Résultat net de l'ensemble consolidé	3 711	4 952
Autres éléments du résultat global	295	507
Variation des écarts actuariels liés aux avantages au personnel	-225	287
Sous-total des éléments du résultat global non recyclables	-225	287
Variation des écarts de conversion des entités étrangères	464	292
Sous-total des éléments du résultat global recyclables	464	292
Effets d'impôt sur les éléments directement comptabilisés en capitaux propres	56	(72)
Résultat global	4 006	5 459
Part du groupe	3 924	5 261
Intérêts ne conférant pas le contrôle	82	198

Les notes figurant en annexe font partie intégrante des états financiers.

TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

Libellé (en K€)	Note	2023	2022
Résultat net total des entités consolidées		3 711	4 952
Dotations nettes aux amortis, dépr. et provisions	6.4.	3 235	997
Éléments calculés ou gains/pertes liés aux var. de juste valeur		1	(0)
Élimination des plus ou moins values de cessions d'actifs		(0)	(10)
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier et impôt		6 947	5 939
Coût de l'endettement financier	5.1.3.	129	61
Charge d'impôt de la période, y compris impôts différés	6.5.	1 320	1 330
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier et impôt		8 396	7 330
Variation du Besoin en Fond de Roulement ¹		(1 720)	(777)
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'EXPLOITATION (I)		6 676	6 553
Acquisitions d'immobilisations		(2 472)	(1 073)
Cessions d'immobilisations		4	40
Réduction des autres immobilisations financières		37	436
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'INVESTISSEMENT (II)		(2 431)	(597)
Variation nette des emprunts	5.1.3. 4.1.4.	(344)	(4 088)
Dividendes reçus (versés) de la société mère		(1 010)	(757)
Variation nette des placements à court terme	4.2.2.	(4 000)	(4 942)
Variation nette des concours bancaires		0	(2)
FLUX NET DE TRESO. GENERE PAR LES OPERATIONS DE FINANCEMENT(III)		(5 354)	(9 788)
Variation de change sur la trésorerie (IV)		379	369
Variation de change sur autres postes du bilan		0	0
INCIDENCE DES VARIATIONS DE CHANGE (IV)		379	369
VARIATION DE FLUX TRÉSORERIE (I + II + III + IV)		(729)	(3 463)
Trésorerie : ouverture²	4.2.2.	21 772	25 208
Trésorerie : correction à-nouveaux / reclassements		0	27
Trésorerie : clôture²	4.2.2.	21 044	21 772

¹ La variation du BFR s'explique principalement par la variation de l'impôt payé.

² La trésorerie d'ouverture et de clôture ne comprend pas les comptes à terme.

Les notes figurant en annexe font partie intégrante des états financiers.

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

Libellé (en K€)	Capital	Primes liées au capital	Réserves	Réserves de conversion groupe	Résultat net Part du groupe	Capitaux propres part du groupe	Intérêts ne conférant pas le contrôle
Au 31/12/2021	5 083	3 890	38 698	921	2 937	51 528	606
Affectation du résultat N-1	-	-	2 937	-	(2 937)	-	-
Distribution/ brut versé	-	-	(757)	-	-	(757)	-
Var. de capital en numéraire et souscrip	-	-	-	-	-	-	-
Résultat	-	-	-	-	4 787	4 787	165
Autres augmentations, diminutions	-	-	-	-	-	-	-
Reclass, restruct., chang .de méth.	-	-	-	-	-	-	-
Ecart de conv. - Effet de change	-	-	-	259	-	259	32
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	215	-	-	215	-
Au 31/12/2022	5 083	3 890	41 093	1 180	4 787	56 033	803
Affectation du résultat N-1	-	-	4 787	-	(4 787)	-	-
Distribution/ brut versé	-	-	(1 010)	-	-	(1 010)	-
Var. de capital en numéraire et souscrip	-	-	-	-	-	-	-
Résultat	-	-	-	-	3 680	3 680	31
Autres augmentations, diminutions	-	-	-	-	-	-	-
Reclass, restruct., chang .de méth.	-	-	-	-	-	-	-
Ecart de conv. - Effet de change	-	-	(169)	413	-	244	52
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-
Au 31/12/2023	5 083	3 890	44 701	1 592	3 680	58 947	886

Les notes figurant en annexe font partie intégrante des états financiers.

ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS AU 31 DECEMBRE 2023

1. Informations générales

Les états financiers consolidés du Groupe DLSI au 31 décembre 2023 ont été arrêtés par le Directoire le 27 mars 2024. Ces états financiers consolidés ne seront définitifs qu'à l'issue de l'assemblée générale des actionnaires qui se tiendra le 19 juin 2024.

Le Groupe DLSI offre des services diversifiés dont le cœur de métier est le travail temporaire. DLSI ("la Société") est une entreprise domiciliée en France.

Nom de la société mère :	D L S I
Siège social :	Avenue Jean Eric Bousch 57600 FORBACH
Forme juridique :	S A à directoire et conseil de surveillance
SIREN :	389 486 754

Les états financiers consolidés de la Société DLSI, pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 sont présentés en milliers d'Euros sauf mention contraire et comprennent les états financiers de la société et ses participations (l'ensemble désigné comme « Le Groupe »).

Toutes les entreprises incluses dans le périmètre de consolidation ont établi leurs comptes sociaux annuels à la date du 31 décembre 2023.

2. Informations liées à l'exercice et postérieures à l'exercice

2.1. Evènements significatifs intervenus au cours de l'exercice et principaux risques et incertitudes

La nature et le niveau des risques auxquels est soumis le Groupe sont tous présentés dans le rapport de gestion accompagnant ces états financiers consolidés.

L'exercice écoulé a été marqué par une demande vigoureuse contrariée chez certains clients par des difficultés d'approvisionnement en matières premières et impactée pour DLSI par des manques de disponibilités de personnels intérimaires et permanents dans les différentes agences du Groupe.

Le contexte géopolitique et macroéconomique difficile, ainsi que les conséquences induites par les sanctions prises à l'égard de la Russie ont eu des effets sur l'activité économique globale du Groupe DLSI.

2.2. Transition climatique

Face à l'urgence climatique marquée par la pollution et la disparition progressive d'espèces et de ressources, aux évolutions réglementaires en matière d'environnement qui concernent de plus en plus de sociétés, au changement du regard des consommateurs, aux engagements éthiques et éco-responsables de plus en plus nombreux de la part des différents acteurs du marché, le Groupe a engagé une démarche volontaire en matière de RSE (Responsabilité Sociale des Entreprises).

Depuis plusieurs années, le Groupe communique sur son site internet sur les principaux engagements et actions qu'il met en place. Ces actions concernent entre autres :

- Mise en place d'une politique RSE ;
- Soutien de plusieurs causes environnementales ;
- Mise en place d'une politique d'achats responsables.

Ces différentes actions sont reprises dans les hypothèses retenues dans l'élaboration du budget du Groupe et de ce fait sont incluses dans la réalisation des tests de dépréciation. A la clôture 2023, le Groupe n'identifie pas de risques climatiques susceptibles d'impacter significativement la valeur comptable de ses actifs.

2.3. Evènements significatifs postérieurs à la clôture

En date du 4 janvier 2024, la Société a finalisé l'acquisition des sociétés ML Intérim et PRESTIM. Ces sociétés ont respectivement été créées en 1994 et en 2007 et opèrent à Colmar (dans le Haut-Rhin - France), à Saint-Avold et à Sarreguemines (en Moselle - France).

Ces acquisitions offrent des opportunités en termes de présence géographique, renforçant le réseau du Groupe dans la partie est de la France, et diversifiant sa clientèle ainsi que ses lignes d'activité.

Le contexte géopolitique et macroéconomique difficile, ainsi que les conséquences induites par les sanctions prises à l'égard de la Russie sont susceptibles d'avoir des effets sur l'activité économique globale de la Société DLSI.

La Société n'ayant pas eu recours à l'emprunt bancaire au cours de l'exercice, elle n'est pas exposée à la hausse des taux d'intérêt. Cette hausse pourrait néanmoins avoir un impact sur les financements bancaires futurs.

2.4. Evolution du périmètre

Il n'y a pas eu d'évolution du périmètre en 2023.

3. Principes comptables et règles de consolidation

3.1. Référentiel IFRS

Application des normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne

Les états financiers consolidés sont établis en conformité avec les normes IFRS (International Financial Reporting Standard) telles que publiées par l'IASB (International Accounting Standards Board) et telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 31 décembre 2023.

3.1.1. Nouvelles normes, amendements et interprétations d'application obligatoire au 1er janvier 2023

L'IASB a publié les normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union européenne suivants applicables au 1er janvier 2023 :

Amendements à IAS 8	Définition d'une estimation comptable
Amendements à IAS 1	Informations à fournir sur les méthodes comptables significatives
Amendements à IAS 12	Impôts différés relatifs à des actifs et passifs résultant d'une même transaction

Amendements à IAS 12	PILIER II
Norme IFRS 17	Contrats d'assurance
Normes IFRS 17 et IFRS 9	Première application, informations comparatives

Les principes comptables appliqués par le Groupe sont identiques à ceux appliqués dans les comptes consolidés annuels au 31 décembre 2022.

Les normes, amendements et interprétations d'application obligatoires au 1er janvier 2023 n'ont pas d'impact significatif pour le Groupe.

Les impacts relatifs aux amendements à IAS 12 sont considérés comme non matériels au titre de l'exercice clôturant le 31 décembre 2023. Le Groupe n'est à ce jour pas concerné par l'imposition minimum mondiale.

3.1.2. Autres nouvelles normes non encore applicables au 1er janvier 2023 ou non appliquées par anticipation :

Les textes publiés par l'IASB mais non encore adoptés par l'Union Européenne n'ont pas fait l'objet d'une application anticipée par le Groupe.

Amendements à IAS 1	Classification des dettes courantes et non courantes
Amendements à IAS 1 (bis)	Dettes non courantes avec Covenants
Amendements à IFRS 16	Obligation locative découlant d'une cession-bail

Ces amendements mentionnés ci-avant n'ont pas d'incidence significative sur les états financiers consolidés du Groupe DLSI.

3.1.3. Autres normes et interprétations essentielles, publiées par l'IASB, approuvées par l'Union européenne en 2023 ou non encore approuvées par l'Union européenne :

Amendements à IAS 7 et IFRS 7	Accords de financement de fournisseurs
Amendements à IAS 21	Effets des variations des cours des monnaies étrangères : absence de convertibilité

3.2. Présentation des états financiers

Les états financiers sont principalement basés sur le coût historique, à l'exception des instruments financiers dérivés, des actifs détenus à des fins de transaction et des actifs désignés comme étant disponibles à la vente dont la comptabilisation suit le modèle de la juste valeur.

Les méthodes comptables exposées ci-dessous ont été appliquées d'une façon permanente à l'ensemble des périodes présentées dans les états financiers consolidés.

3.3. Recours aux estimations

La préparation des états financiers nécessite de la part de la Direction, l'exercice du jugement, l'utilisation d'estimations et d'hypothèses qui ont un impact sur les montants d'actif et de passif à la clôture ainsi que sur les

éléments de résultat de la période. Ces estimations tiennent compte de données économiques susceptibles de variations dans le temps et comportent des aléas. Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réalisées à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables aux vues des circonstances notamment relatives à la crise économique et financière actuelle. Elles servent ainsi de base à l'exercice du jugement rendu nécessaire à la détermination des valeurs comptables d'actifs et de passifs, qui ne peuvent être obtenus directement à partir d'autres sources. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées de façon continue. L'impact des changements d'estimation comptable est comptabilisé au cours de la période du changement s'il n'affecte que cette période ou au cours de la période du changement et des périodes ultérieures si celles-ci sont également affectées par le changement.

Les politiques comptables qui nécessitent des estimations et des jugements de la direction sont listées ci-dessous :

- Dépréciation des créances clients (voir note 3.6.5.) ;
- Actifs d'impôts différés (voir note 3.6.8.) ;
- Estimation de la durée d'un contrat de location (voir note 3.6.4.) ;
- Evaluation des actifs et passifs dans le cadre de regroupement d'entreprise (voir note 3.6.1.) ;
- Les évaluations retenues pour les tests de perte de valeur (voir note 3.6.7.) ;
- Estimation du montant des provisions pour pensions et retraites (voir note 3.6.11.) ;
- Estimation du montant des provisions pour litige (voir note 3.6.9.).

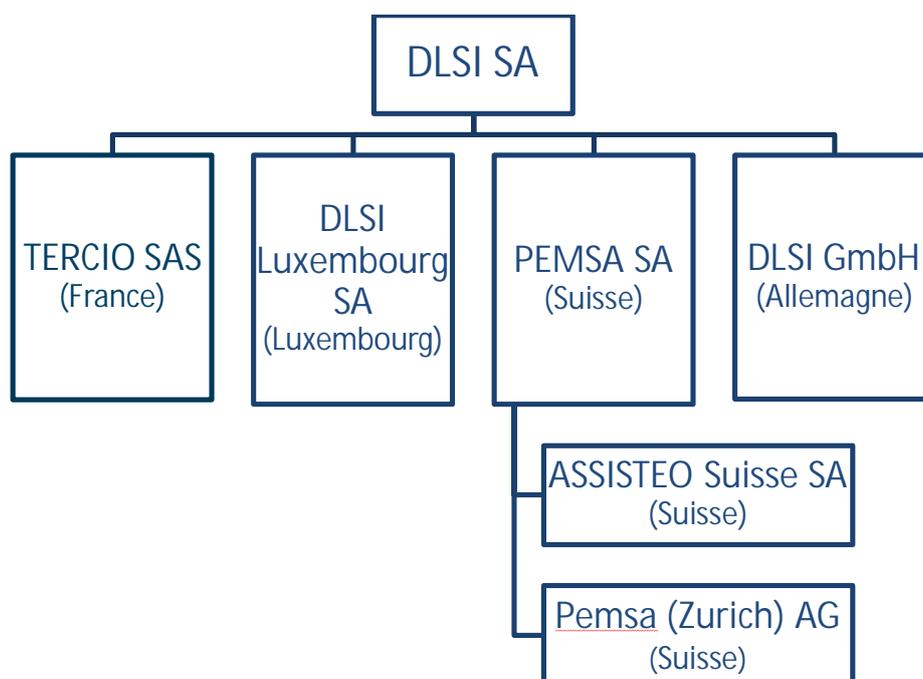
3.4. Périmètre et Méthodes de consolidation

3.4.1. Périmètre

Les sociétés dans lesquelles le Groupe détient, directement ou indirectement, le contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale. Le Groupe détient le contrôle si trois conditions sont remplies :

1. Il détient le pouvoir sur l'entité ;
2. Il a droit ou est exposé aux rendements variables ;
3. Il a la capacité d'utiliser son pouvoir sur l'entité pour influencer sur les rendements.

Au 31 décembre 2023, le périmètre de consolidation est constitué des sociétés suivantes :



Sociétés	Siège social	Date d'acquisition/cession	% de détention	Nature Juridique	Méthode de consolidation
DLSI SA	FORBACH	Société mère	Société mère	SA	Intégration globale
DLSI Luxembourg SA	ESCH S/ ALZETTE	10/03/1994	100	SA	Intégration globale
DLSI GmbH	KLEINBLIEDERSTROFF	08/06/2000	100	SARL	Intégration globale
PEMSA SA	LUTRY (SUISSE)	01/07/2007	89	SA	Intégration globale
ASSISTEO SA	LAUSANNE (SUISSE)	01/09/2016	89	SA	Intégration globale
PEMSA AG	ZURICH (SUISSE)	07/08/2019	89	AG	Intégration globale
TERCIO	FORBACH	01/07/2011	100	SAS	Intégration globale

3.4.2. Méthode de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les états financiers de la Société et les états financiers des entités qu'elle contrôle (ses filiales) à la date de clôture. La Société a le contrôle lorsque les 3 conditions détaillées dans le paragraphe précédent sont remplies. La Société doit réévaluer si elle contrôle l'entité émettrice lorsque les faits et circonstances indiquent qu'un ou plusieurs des trois éléments du contrôle énumérés ci-dessus ont changé.

Si la société ne détient pas la majorité des droits de vote dans une entité émettrice, elle a des droits qui sont suffisants pour lui conférer le pouvoir lorsqu'elle a la capacité pratique de diriger unilatéralement les activités pertinentes de l'entité émettrice. Lorsqu'elle évalue si les droits de vote qu'elle détient dans l'entité émettrice sont suffisants pour lui conférer le pouvoir, la Société prend en considération tous les faits et circonstances pertinents, y compris les suivants :

- Le nombre de droits de vote que la Société détient par rapport au nombre de droits détenus respectivement par les autres détenteurs de droits de vote et à leur dispersion ;
- Les droits de vote potentiels détenus par la Société, les autres détenteurs de droits de vote ou d'autres parties ;
- Les droits découlant d'autres accords contractuels ;

- Les autres faits et circonstances, le cas échéant, qui indiquent que la Société a, ou n'a pas, la capacité actuelle de diriger les activités pertinentes au moment où les décisions doivent être prises, y compris les résultats du vote lors des précédentes assemblées des actionnaires. Les états financiers des sociétés contrôlées sont inclus dans les états financiers consolidés du Groupe à compter de la date du transfert du contrôle effectif jusqu'à la date où le contrôle cesse d'exister.

Les sociétés consolidées par le Groupe ont établi leurs comptes aux 31 décembre 2023 et 2022, selon les règles et méthodes comptables appliquées par le Groupe. Les transactions réalisées entre les sociétés consolidées, ainsi que les profits internes sont éliminés.

Les méthodes comptables exposées ci-dessous ont été appliquées d'une façon permanente à l'ensemble des périodes présentées dans les états financiers consolidés.

Les méthodes comptables ont été appliquées d'une manière uniforme dans les comptes des entités du Groupe compris dans les états financiers consolidés.

La méthode de l'intégration globale mise en œuvre est celle par laquelle les actifs, passifs, produits et charges sont entièrement intégrés. La quote-part de l'actif net et du bénéfice net attribuable aux actionnaires minoritaires est présentée distinctement en tant qu'intérêts ne conférant pas le contrôle au bilan consolidé et au compte de résultat consolidé.

3.4.3. Transactions éliminées dans les états financiers consolidés

Les soldes bilantiels, les pertes et gains latents, les produits et les charges résultant des transactions intragroupes sont éliminés lors de la préparation des états financiers consolidés.

3.4.4. Intérêts ne conférant pas le contrôle (IFRS 10)

Les intérêts ne conférant pas le contrôle correspondent aux capitaux propres d'une filiale qui ne sont pas attribuables, directement ou indirectement, à la société mère.

3.4.5. Conversion des transactions en monnaies étrangères

Les états financiers des sociétés dont la monnaie fonctionnelle est différente de celle du Groupe sont convertis selon les méthodes suivantes :

- Les postes du bilan sont convertis aux cours de clôture ;
- Les postes du compte de résultat et du tableau des flux de trésorerie sont convertis aux cours moyens de l'exercice ;
- Les différences de conversion sont portées directement dans les capitaux propres au sein du poste « différence de conversion » dont la contrepartie est présentée en autres éléments du résultat global.

3.5. Date de clôture

Les états financiers des sociétés couvrent tous une période de 12 mois débutant au 1er janvier de l'année. Les dates de clôture des états financiers des sociétés sont toutes au 31 décembre 2023.

3.6. Méthodes d'évaluation

3.6.1. Goodwill (IFRS 3 - IAS 36)

Tous les regroupements d'entreprises sont comptabilisés en appliquant la méthode de l'acquisition.

Le goodwill est la différence à la date d'acquisition entre la juste valeur des éléments remis en échange pour prendre le contrôle, la valeur des intérêts ne conférant pas le contrôle, la juste valeur des prises de participation antérieures et la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entreprise acquise.

Le goodwill n'est pas amorti mais fait l'objet d'un test de dépréciation de valeur annuel (Cf. note 3.6.7). En cas de perte de valeur, la dépréciation est inscrite au compte de résultat en résultat opérationnel dans les « Autres produits et charges opérationnels ».

Si la comptabilisation initiale d'un regroupement d'entreprises est inachevée à la fin de la période de présentation de l'information financière au cours de laquelle le regroupement d'entreprises survient, le Groupe doit présenter les montants provisoires relatifs aux éléments pour lesquels la comptabilisation est inachevée. Ces montants provisoires sont ajustés durant la période d'évaluation ou des actifs ou passifs additionnels sont comptabilisés pour tenir compte d'informations nouvelles obtenues à propos des faits et circonstances qui prévalaient à la date d'acquisition et qui, si elles avaient été connues, auraient eu une incidence sur les montants comptabilisés à cette date.

3.6.2. Immobilisations incorporelles (IAS 38)

Les logiciels sont enregistrés à l'actif du bilan à leur coût d'acquisition augmenté des coûts directement attribuables à la préparation de l'actif en vue de son utilisation prévue. Un amortissement est constaté sur les logiciels selon le mode linéaire et sur une durée n'excédant pas 3 ans.

Les immobilisations incorporelles comprennent également la clientèle acquise, amortie selon le mode linéaire et sur une durée n'excédant pas 7 ans.

3.6.3. Immobilisations corporelles (IAS 16)

Les immobilisations corporelles sont enregistrées à l'actif du bilan selon les principes comptables suivants :

- Comptabilisation à leur valeur d'acquisition (coût d'acquisition augmenté des coûts directement attribuables à la préparation de l'actif en vue de son utilisation prévue)
- Amortissement calculé selon la méthode linéaire, fondée sur la durée estimée d'utilisation des différentes catégories d'immobilisations.

Les coûts ultérieurs sont inclus dans la valeur comptable de l'actif ou, le cas échéant, comptabilisés comme un actif séparé s'il est probable que des avantages économiques futurs associés à l'actif iront au groupe et que le coût de l'actif peut être mesuré de façon fiable. Tous les frais de réparation et de maintenance sont comptabilisés au compte de résultat au cours de la période durant laquelle ils sont encourus.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés selon le mode linéaire en fonction de la durée de vie d'utilité :

- Agencements et aménagements _____ 10 ans
- Matériel de bureau et informatique _____ 3 ans et 5 ans
- Mobilier de bureau _____ 10 ans

Les coûts d'emprunt directement attribuable à un actif éligible sont comptabilisés en tant que composant du coût de l'actif.

3.6.4. Contrat de location

La société détermine si un contrat est ou contient un contrat de location. La société comptabilise tous les contrats de location en comptabilisant un droit d'utilisation et un passif de location, à l'exception des contrats de location d'actifs de faible valeur et des contrats de location d'une durée de 12 mois ou moins qui sont directement comptabilisés en charges.

Les obligations locatives sont évaluées à la valeur actuelle des paiements contractuels dus au bailleur sur la durée du contrat de location, le taux d'actualisation étant déterminé par référence au taux inhérent au contrat de location, sauf si cela n'est pas facilement déterminable, auquel cas le taux d'emprunt différentiel de la société au début du bail est utilisé. Les paiements de location variables ne sont inclus dans l'évaluation du passif de location que s'ils dépendent d'un indice ou d'un taux. Dans de tels cas, l'évaluation initiale de l'obligation locative suppose que l'élément variable restera inchangé pendant toute la durée du bail. Les autres paiements de location variables sont passés en charges dans la période à laquelle ils se rapportent.

Les actifs liés aux droits d'utilisation sont initialement évalués au montant des obligations de location, réduits des montants des avantages reçus au titre des incitations à la location et augmentés en fonction de ce qui suit : les paiements de location effectués au plus tard au début du bail ; les coûts directs initiaux encourus ; et une estimation du coût à engager lorsque la société est contractuellement tenue de démanteler, de retirer ou de restaurer l'actif loué.

Après l'évaluation initiale, l'obligation locative est augmentée en fonction des intérêts effectifs et réduite en fonction des paiements de location effectués. L'obligation locative est réévaluée lorsqu'il y a un changement dans les paiements de location futurs résultant d'un changement d'un indice ou d'un taux, ou, le cas échéant, de changements dans l'évaluation à savoir s'il est raisonnablement certain qu'une option d'achat ou de renouvellement sera exercée, ou s'il est raisonnablement certain qu'une option de résiliation ne sera pas exercée. Les actifs liés aux droits d'utilisation sont amortis linéairement sur la durée résiduelle du bail ou de la durée de vie d'utilité de l'actif, selon la plus courte de ces durées. La société réévalue également l'actif au titre d'un droit d'utilisation pour dépréciation lorsque de tels indicateurs existent.

Lorsque la société comptabilise un contrat de location à titre de preneur, elle évalue la durée du contrat de location en fonction des conditions du contrat et détermine si elle a une certitude raisonnable qu'une option de prolongation ou une option de résiliation anticipée, le cas échéant, sera exercée. S'il existe une certitude raisonnable qu'une telle option sera exercée, elle tient compte de l'exercice de cette option lorsqu'elle détermine la durée du contrat de location. Ainsi, une modification de l'hypothèse utilisée pourrait avoir une incidence importante sur le montant comptabilisé de l'actif au titre de droits d'utilisation et sur l'obligation locative, ainsi que sur le montant de l'amortissement de l'actif au titre de droits d'utilisation et la charge d'intérêts sur l'obligation locative.

Conformément aux dispositions de la norme, le Groupe a choisi de recourir aux deux simplifications pratiques offertes par la norme à savoir ne pas appliquer les dispositions de la norme aux contrats de location dont :

- L'actif sous-jacent est de faible valeur ; le Groupe a retenu comme seuil pour cette catégorie une valeur à neuf de 5 000 euros ;
- La durée initiale du contrat est inférieure ou égale à 12 mois.

3.6.5. Instruments financiers (IFRS 9 et IFRS 7)

Les actifs financiers et passifs financiers sont comptabilisés dans le bilan du Groupe lorsque celui-ci devient partie aux dispositions contractuelles des instruments.

Les actifs et passifs financiers sont évalués initialement à la juste valeur, majorés ou minorés des coûts de transaction selon la catégorie dans laquelle ils sont classés.

Le Groupe détermine la classification de ses instruments financiers lors de leur comptabilisation initiale en fonction des caractéristiques contractuelles de leurs flux de trésorerie et du modèle d'entreprise du Groupe pour la gestion de ces instruments financiers.

Les instruments financiers comptabilisés sont évalués ultérieurement en totalité au coût amorti ou à la juste valeur, selon la catégorie dans laquelle ils sont classés.

Les méthodes d'évaluation à la juste valeur des actifs et passifs financiers et non financiers tels que définis ci-après, sont hiérarchisées selon les trois niveaux de juste valeur suivants :

- Niveau 1 : juste valeur évaluée sur la base de cours (non ajustés) observés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques ;
- Niveau 2 : juste valeur évaluée à partir de données autres que les prix cotés sur des marchés actifs, qui sont observables directement (prix) ou indirectement (données dérivées de prix) ;
- Niveau 3 : juste valeur pour l'actif ou le passif évaluée à l'aide de données qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données non observables).

Le tableau ci-dessous présente la valeur comptable des actifs et passifs financiers ainsi que la juste valeur des instruments financiers ventilés selon les trois niveaux définis ci-avant (à l'exception de ceux dont la valeur comptable constitue une approximation raisonnable de cette juste valeur).

A fin 2023 et 2022, le Groupe a des actifs financiers relevant principalement des catégories "Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat" et " Actifs financiers évalués au coût amorti".

Au 31/12/2023	Note	Valeur comptable			Valeur nette au bilan	Juste valeur			Juste valeur
		Juste valeur par résultat	Juste valeur par capitaux propres	Coût amorti		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	
En K euros									
Titres de participation non consolidés	4.1.5.	-	40	-	40	-	-	40	40
Prêts, cautionnements et autres créances - non courants	4.1.5.	-	-	600	600	-	600	-	600
Instruments dérivés actifs non courants et courants		-	-	-	-	-	-	-	-
Clients et autres débiteurs	4.2.1.	-	-	42 049	42 049	-	42 049	-	42 049
Autres actifs courants	4.2.1.	-	-	2 140	2 140	-	2 140	-	2 140
Actifs de gestion et de trésorerie		-	-	-	-	-	-	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4.2.2.	30 179	-	-	30 179	30 179	-	-	30 179
Total actifs financiers		30 179	40	44 788	75 008	30 179	44 788	40	75 008
Dettes liées aux contrats de location	4.1.4.	-	-	5 560	5 560	-	5 560	-	5 560
Emprunts et dettes financières	5.1.3.	-	-	4 520	4 520	-	4 520	-	4 520
Autres dettes non courantes et courantes	5.2.2.	-	-	39 192	39 192	-	39 192	-	39 192
Fournisseurs et autres créditeurs	5.2.2.	-	-	5 010	5 010	-	5 010	-	5 010
Concours bancaires	5.1.3.	-	-	3	3	3	-	-	3
Total passifs financiers		-	-	54 285	54 285	3	54 282	-	54 285
				Valeur comptable			Juste valeur		

Au 31/12/2022	Note	Juste valeur par résultat	Juste valeur par capitaux propres	Coût amorti	Valeur nette au bilan	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Juste valeur
En K euros									
Titres de participation non consolidés	4.1.5.	3	40	-	43	-	-	43	43
Prêts, cautionnements et autres créances - non courants	4.1.5.	-	-	583	583	-	583	-	583
Instruments dérivés actifs non courants et courants		-	-	-	-	-	-	-	-
Clients et autres débiteurs	4.2.1.	-	-	41 253	41 253	-	41 253	-	41 253
Autres actifs courants	4.2.1.	-	-	2 223	2 223	-	2 223	-	2 223
Actifs de gestion et de trésorerie		-	-	-	-	-	-	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4.2.2.	26 912	-	-	26 912	26 912	-	-	26 912
Total actifs financiers		26 915	40	44 059	71 014	26 912	44 059	43	71 014
Dettes liées aux contrats de location	4.1.4.	-	-	5 883	5 883	-	5 883	-	5 883
Emprunts et dettes financières	5.1.3.	-	-	4 415	4 415	-	4 415	-	4 415
Autres dettes non courantes et courantes	5.2.2.	-	-	39 480	39 480	-	39 480	-	39 480
Fournisseurs et autres créditeurs	5.2.2.	-	-	4 376	4 376	-	4 376	-	4 376
Concours bancaires	5.1.3.	-	-	3	3	3	-	-	3
Total passifs financiers		-	-	54 156	54 156	3	54 153	-	54 156

3.6.5.1. Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat

La catégorie des actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat comprend, d'une part les actifs financiers détenus à des fins de transaction, et d'autre part des actifs financiers désignés, lors de leur comptabilisation initiale, comme des actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat. Les actifs financiers sont considérés comme détenus à des fins de transaction s'ils sont acquis en vue d'être revendus à court terme.

3.6.5.2. Actifs financiers évalués au coût amorti

Il s'agit pour le Groupe des autres actifs financiers non courants qui comprennent notamment des dépôts et cautionnements.

Ces prêts et créances sont valorisés à leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale puis sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux effectif. Une dépréciation est enregistrée dès lors que la valeur recouvrable estimée est inférieure à la valeur comptable. La juste valeur correspond à la valeur nominale lorsque l'échéance de paiement n'est pas significative.

La valeur recouvrable des créances comptabilisées au coût amorti est égale à la valeur des flux de trésorerie futurs estimés, actualisée au taux d'intérêt effectif d'origine (c'est-à-dire au taux d'intérêt effectif calculé lors de la comptabilisation initiale). Les créances dont l'échéance est proche ne sont pas actualisées.

Une provision pour dépréciation est constatée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable. Pour les créances clients, cette provision correspond à la part hors taxes de la créance qui n'est pas couverte par l'assurance-crédit.

Les créances cédées en garantie du financement reçu sont conservées à l'actif et le financement correspondant est enregistré sous la rubrique « mobilisation de créances » au sein des emprunts et dettes à court terme. La juste valeur des actifs et passifs au coût amorti n'est pas significativement différente de leur valeur comptable.

3.6.6. Trésorerie et équivalents de trésorerie (IAS 7)

La rubrique « Trésorerie et équivalents de trésorerie » comprend les liquidités, les dépôts bancaires à vues, les autres placements à court terme très liquides, facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

Les découverts bancaires figurent au passif courant en dettes financières tout comme les financements reçus dans le cadre de la mobilisation des créances.

3.6.7. Dépréciations d'actifs (IAS 36)

Les valeurs comptables des actifs du Groupe, autres que les stocks et les actifs d'impôts différés, sont examinées à chaque date de clôture afin d'apprécier s'il existe un quelconque indicateur qu'un actif a subi une perte potentielle de valeur. S'il existe un tel indicateur, le groupe procède à une estimation de la valeur recouvrable de l'actif.

Pour les goodwill et les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée, la valeur recouvrable est estimée à chaque date de clôture.

Lorsque les actifs testés ne génèrent pas de flux de trésorerie indépendants, le plus petit groupe d'actifs incluant l'actif testé qui génère des flux de trésorerie indépendants est alors testé (unité génératrice de trésorerie).

Une unité génératrice de trésorerie (UGT) est donc définie comme le plus petit groupe identifiable d'actifs générant des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs.

La stratégie du Groupe repose entre autres sur une couverture géographique de son réseau d'agences permettant de répondre à des besoins identifiés localement. De ce fait, chaque agence génère des entrées de trésorerie indépendantes et pourrait être assimilée au plus petit groupe d'actifs identifiables. Néanmoins, grâce à son modèle opérationnel, le Groupe est capable de générer des synergies entre les différentes agences sur des périmètres géographiques spécifiques, notamment au niveau des pays dans lesquels il est implanté. De plus, la Direction Générale du Groupe a mis en place un management local, elle analyse et prend ses décisions sur base de documents internes spécifiques aux pays dans lequel le Groupe est implanté.

Ainsi le modèle opérationnel mis en place au sein du Groupe permet de regrouper l'ensemble des agences sous différentes UGT correspondant aux 4 pays où il est implanté à savoir :

- France
- Allemagne
- Suisse
- Luxembourg

Une perte de valeur est comptabilisée si la valeur comptable d'un actif ou de son unité génératrice de trésorerie est supérieure à sa valeur recouvrable, la plus élevée de la valeur d'utilité et de la juste valeur diminuée des coûts de la vente. La valeur d'utilité de l'unité génératrice de trésorerie est déterminée sur la base d'une actualisation des flux de trésorerie générés par l'unité génératrice de trésorerie.

Les pertes de valeur sont comptabilisées dans le compte de résultat consolidé. Une perte de valeur comptabilisée au titre d'une unité génératrice de trésorerie est affectée d'abord à la réduction de la valeur comptable de tout

goodwill affecté à l'unité génératrice de trésorerie, puis à la réduction de la valeur comptable des autres actifs de l'unité au prorata de la valeur comptable de chaque actif de l'unité.

3.6.8. Impôts différés et impôts sur les sociétés (IAS 12)

En complément des impôts exigibles sont comptabilisés des impôts différés calculés sur les différences temporelles entre les bases fiscales et comptables des actifs et passifs.

Les actifs d'impôts différés sont comptabilisés dès lors qu'il est probable que des bénéfices imposables seront réalisés, permettant à l'actif d'impôt différé d'être utilisé. La valeur comptable des actifs d'impôts différés est revue à chaque clôture, de sorte que celle-ci sera réduite dans la mesure où il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour permettre d'utiliser l'avantage de tout ou partie de ces actifs d'impôts différés. Inversement, une telle réduction sera reprise dans la mesure où il devient probable que des bénéfices imposables suffisants seront disponibles.

Conformément à la pratique majoritaire des autres entreprises du secteur de l'intérim, la contribution sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) est présentée en impôts sur les sociétés.

3.6.9. Provisions (non courantes et courantes) (IAS 37)

Une provision est constituée, lorsque, à la clôture de l'exercice, il existe pour le Groupe une obligation actuelle résultant d'événements passés à l'égard d'un tiers, qui provoquera de manière certaine ou probable une sortie de ressources estimables de façon fiable au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Les provisions sont évaluées en fonction de la meilleure estimation des dépenses prévisibles.

3.6.10. Reconnaissance du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires correspond à la juste valeur des services vendus. Le chiffre d'affaires figure net de taxe sur la valeur ajoutée.

Les produits provenant des prestations de services sont comptabilisés dans le compte de résultat en fonction du degré d'avancement de la prestation à la date de clôture.

3.6.11. Avantages au Personnel (IAS 19 révisée)

Provisions pour indemnité de fin de carrière

Les indemnités de fin de carrière ont fait l'objet d'une provision calculée conformément aux préconisations de la norme IAS 19 révisée.

Les salariés concernés par les indemnités de fin de carrière sont uniquement les cadres et employés du Groupe DLSI, les intérimaires n'y ayant pas droits.

Ce calcul tient compte des paramètres financiers suivants :

2023

2022

Age de départ	65 ans	65 ans
Turn-over	5% Décroissant	5% Décroissant
Taux d'augmentation	1,50 %	1,50 %
Taux d'actualisation	3,65%	3,86%
Charges sociales	40 %	40 %
Tableau de mortalité différent pour les hommes et les femmes	TH002 et TF0002	TH002 et TF0002

Autres avantages à long terme

Le Groupe n'a pas d'obligation à long terme envers son personnel autres que les régimes de retraite.

3.6.12. Passifs financiers

Les passifs financiers comprennent les dettes fournisseurs et les emprunts.

Les emprunts et autres passifs financiers sont évalués selon la méthode du coût amorti en utilisant le taux d'intérêt effectif de l'emprunt. Lors de leur comptabilisation initiale, les primes / décotes d'émission, primes / décotes de remboursement et frais d'émission sont comptabilisés en augmentation ou en diminution de la valeur nominale des emprunts concernés. Ces primes et frais d'émission sont pris en compte dans le calcul du taux d'intérêt effectif et sont donc constatés en résultat de façon actuarielle sur la durée de vie estimée de l'emprunt.

Le taux effectif correspond au taux qui permet d'obtenir la valeur comptable d'un emprunt à l'origine en actualisant ses flux futurs estimés.

Les emprunts et des dettes financières dont l'échéance intervient après 12 mois suivant la date de clôture sont classés en passifs non courants. La fraction à moins d'un an des emprunts et des dettes financières est présentée en passif courant.

3.6.13. Information sectorielle

Le groupe n'a qu'une seule activité significative. Sur la base des critères d'IFRS 8, le groupe n'a pas identifié de secteurs opérationnels distincts.

4. DETAIL DE L'ACTIF

4.1. Actif non courant

4.1.1. Goodwill

Les valeurs nettes comptables des goodwill se répartissent par UGT de la façon suivante :

Libellé en K euros	31/12/2022	31/12/2023	Entrées de périmètre	Sorties de périmètre	Dotation	Ecart de conversion
Goodwill	32 982	33 179	-	-	-	197
Dépréciations des goodwill	-	(560)	-	-	(560)	-
Valeur nette	32 982	32 619	-	-	(560)	197

Les goodwill se ventilent comme suit :

En K€	
UGT	Valeur nette
FRANCE	26 179
ALLEMAGNE	-
LUXEMBOURG	566
SUISSE	5 874
TOTAL	32 619

Comme mentionné en note 3.6.7. un test de dépréciation a été réalisé pour l'exercice clôturant au 31 décembre 2023. Dans le cadre de ce test de dépréciation, la valeur d'utilité de l'unité génératrice de trésorerie est déterminée sur la base d'une actualisation des flux de trésorerie générés par l'unité génératrice de trésorerie.

Ces flux de trésorerie ont été déterminés sur les bases suivantes :

- Le prévisionnel 2024, année de référence, établi par les commerciaux et validé par la direction ;
- Le résultat de l'UGT sur les années passées pour estimer le pourcentage de rendement à venir ;
- Un taux d'actualisation ainsi qu'un taux de croissance à l'infini propres à chaque UGT tels que repris dans le tableau ci-dessous.

Les hypothèses retenues dans le cadre du test de dépréciation pour chacune des UGTs sont les suivantes :

	31/12/2022		31/12/2023	
	Taux d'actualisation	Taux de croissance infini	Taux d'actualisation	Taux de croissance infini
France	11,3 %	1,5 %	11,3 %	2 %
Allemagne	UGT non significative	UGT non significative	UGT non significative	UGT non significative
Suisse	11 %	1,5 %	11 %	1,5 %
Luxembourg	11,3 %	1,5 %	11,3 %	1,5 %

Pour l'exercice se clôturant au 31 décembre 2023, une dépréciation d'un montant de 560 K€ a été reconnue sur l'UGT Luxembourg.

Sur la base des tests de dépréciation effectués, aucune autre unité génératrice de trésorerie ne nécessite de dépréciation de ses actifs. Une augmentation de 0,5 points du taux d'actualisation ne nécessiterait pas de comptabiliser une dépréciation sur d'autres UGT même si cette augmentation était accompagnée d'une baisse de 0,5 points du taux de croissance à l'infini et du taux de rendement associé.

4.1.2. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles du Groupe se composent de la manière suivante :

Libellé en K euros	31/12/2022	31/12/2023	Augmentation Inv Emp	Diminution Cess Remb.	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Frais d'établissement	125	125	-	-	-	-	-
Concessions, brevets et droits similaires, brevets, licences	2 865	2 944	79	-	-	-	-
Droit au bail	67	67	-	-	-	-	-
Autres immobilisations incorporelles	3 213	3 243	-	-	26	-	4
Avances et acomptes s/imm. incorp.	-	10	10	-	-	-	-
Immobilisations incorporelles	6 270	6 389	89	-	26	-	4

Libellé en K euros	31/12/2022	31/12/2023	Dotation	Diminution Cess Remb.	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Amortissements des frais d'établissement	(125)	(125)	-	-	-	-	-
Amortissements concessions, brevets & droits similaires	(2 631)	(2 689)	(58)	-	-	-	-
Amortissements des autres immos incorp.	(2 847)	(3 074)	(205)	-	(19)	-	(4)
Amortissements des immobilisations incorporelles	(5 604)	(5 889)	(263)	-	(19)	-	(4)

4.1.3. Immobilisations Corporelles

Les immobilisations corporelles du Groupe se composent de la manière suivante :

Libellé en K euros	31/12/2022	31/12/2023	Augmentation Inv Emp	Diminution Cess Remb.	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Matériel de bureau	1 390	1 535	155	-	(10)	-	-
Matériel de transport	424	419	64	(84)	15	-	-
Matériel informatique	3 097	3 572	346	(15)	144	-	-
Immobilisations corporelles	4 912	5 526	565	(100)	149	-	-

Libellé en K euros	31/12/2022	31/12/2023	Dotation	Diminution Cess Remb.	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Amortissements du matériel de bureau	(988)	(1 049)	(70)	-	10	-	-
Amortissements du matériel de transport	(404)	(341)	(10)	84	(11)	-	-
Amortissements du matériel informatique	(2 313)	(2 672)	(272)	15	(103)	-	-
Amortissements des immobilisations corporelles	(3 705)	(4 062)	(352)	99	(104)	-	-

4.1.4. Contrats de location IFRS 16

Les actifs liés au droit d'utilisation se détaillent comme suit :

- Valeur brute des droits d'utilisation :

Libellé en K euros	31/12/2022	31/12/2023	Augmentation Inv Emp	Diminution Cess Remb.	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Droit d'utilisation de biens immobiliers	10 346	11 682	1 387	(51)	-	-	-
Droit d'utilisation de véhicules de tourisme	1 362	1 181	390	(571)	-	-	-
Droit d'utilisation	11 709	12 863	1 777	(622)	-	-	-
<i>Dont locations IFRS 16 :</i>	11 709	12 863					

- Amortissement des droits d'utilisation :

Libellé en K euros	31/12/2022	31/12/2023	Dotation	Diminution Cess Remb.	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Amortissement droit d'utilisation de biens immobiliers	(4 922)	(6 541)	(1 659)	40	-	-	-
Amortissement droit d'utilisation de véhicules de tourisme	(904)	(743)	(411)	572	-	-	-
Amortissements des droits d'utilisation	(5 826)	(7 284)	(2 070)	612	-	-	-
<i>Dont locations IFRS :</i>	(5 826)	(7 284)					

- Dettes financières IFRS 16 :

Libellé en K euros	31/12/2022	31/12/2023	Augmentation Inv Emp	Diminution Cess Remb.	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Dettes sur droit d'utilisation - Non courantes	4 142	3 702	-	-	-	-	(440)
Dettes sur droit d'utilisation - Courantes	1 741	1 858	1 768	(2 091)	-	-	440
Dettes de location	5 883	5 560	1 768	(2 091)	-	-	-

Libellé en K euros	31/12/2023	N+1	N+2	N+3	N+4	N+5	Au-delà
Dettes sur droit d'utilisation - Non courantes	3 702	-	1 110	797	567	420	808
Dettes sur droit d'utilisation - Courantes	1 858	1 858	-	-	-	-	-
Dettes de location	5 560	1 858	1 110	797	567	420	808

4.1.5. Immobilisations financières

Les immobilisations financières au 31 décembre 2023 se décomposent comme suit :

Libellé en K euros	31/12/2022	31/12/2023	Augmentation Inv Emp	Diminution Cess Remb.	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Titres de participation	40	40	-	-	-	-	-
Titres immobilisés non courants	6	3	1	(4)	-	-	-
Prêts	71	46	-	(25)	-	-	-
Dépôts et cautionnements versés	555	591	40	(13)	15	-	-
Immobilisations financières	672	680	41	(42)	15	-	-

Les dépréciations relatives aux immobilisations financières se décomposent de la manière suivante :

Libellé en K euros	31/12/2022	31/12/2023	Dotation	Reprise	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Dépréciations sur titres immobilisés non courants	(3)	(3)	-	-	-	-	-
Dépréciations sur dépôts et cautionnements	(37)	(37)	-	-	-	-	-
Dépréciations sur immobilisations financières	(40)	(40)	-	-	-	-	-

Les échéanciers des immobilisations financières sont détaillés dans le tableau suivant :

Libellé en K euros	31/12/2023	N+1	N+2	N+3	N+4	N+5	Au-delà
Prêts	46	13	12	-	-	21	-
Dépôts et cautionnements versés	591	-	-	-	-	-	591
Créances - Actif immobilisé	637	13	12	-	-	21	591

Les immobilisations financières sont principalement composées des cautions sur les baux commerciaux.

4.2. Actif courant

4.2.1. Clients et autres débiteurs et autres actifs courants

Les créances se présentent de la manière suivante :

Libellé	31/12/2023			31/12/2022		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
Avances et acomptes versés sur commandes	8	-	8	28	-	28
Clients et comptes rattachés	43 087	(1 038)	42 049	42 100	(846)	41 253
Créances d'exploitation	43 095	(1 038)	42 057	42 128	(846)	41 281
Créances sur personnel & org. Sociaux	889	-	889	983	-	983

Créances fiscales hors IS	527	-	527	573	-	573
Etat Impôt sur les bénéfices	47	-	47	-	-	-
Autres créances	213	-	213	336	-	336
Charges constatées d'avance	455	-	455	303	-	303
Autres actifs courants	2 132	-	2 132	2 195	-	2 195
Actif circulant	45 227	(1 038)	44 189	44 323	(846)	43 477

Les créances cédées en garantie du financement reçu sont conservées à l'actif et le financement correspondant est enregistré sous la rubrique « mobilisation de créances » (emprunts et dettes financières à court terme). Les créances sont couvertes par des assurances crédit.

Les autres actifs courants comprennent notamment des charges comptabilisées d'avance pour 455 K€ et des créances fiscales et sociales pour 1 463 K€ (comprenant des créances d'impôts courant pour 574 K€ et produits à recevoir au titre de la formation pour 497 K€).

L'antériorité des créances courantes se présente ainsi :

Libellé en K euros	31/12/2023	31/12/2022
Créances non échues	27 215	27 498
Créances échues et non dépréciées	16 974	15 978
- Depuis 1 à 30 jours	13 742	12 411
- Depuis 31 à 90 jours	3 232	1 675
- Depuis 91 à 180 jours	-	1 892
- Depuis 181 à 360 jours	-	-
- Depuis plus de 360 jours	-	-
Total	44 189	43 476

4.2.2. Trésorerie et équivalents de trésorerie

Libellé en K euros	31/12/2022	31/12/2023
Disponibilités	21 772	21 044
VMP et compte à terme	5 140	9 136
Total	26 912	30 179

Les valeurs mobilières de placement sont principalement composées de comptes à terme.

5. DETAIL DU PASSIF

5.1. Passifs non courants

5.1.1. Capital social, Résultat par action et Dividende par action

5.1.1.1. Capital social

Le capital social se compose de la manière suivante :

	31/12/2023	31/12/2022
Nombre de titres	2 541 490	2 541 490
Valeur unitaire (en EUR)	2	2
Montant du capital (en EUR)	5 082 980	5 082 980

Tous les titres composant le capital social sont entièrement libérés.

Au 31 décembre 2023, le groupe ne détient aucune action propre à l'exception de celles au titre du contrat de liquidité confié par la société DLSI à Kepler Cheuvreux. A la date du 31 décembre 2023, les moyens suivants figuraient au compte de liquidité :

- 17 435 titres
- 40 973,18 € en espèces

5.1.1.2. Résultat par action

Le résultat net par action s'obtient par le rapport du résultat « part du Groupe » sur le nombre moyen pondéré annuel d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice, en excluant les actions auto-détenues, le cas échéant.

En euros	31/12/2023	31/12/2022
Résultat net - Part du Groupe	3 679 893	4 787 030
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	2 541 490	2 541 490
Résultat net - Part du groupe par action	1,45	1,88

Au 31 décembre 2023, il n'existe pas d'actions potentiellement dilutives (options, actions gratuites).

5.1.1.3. Dividende par action

Les informations relatives au dividende par action sont présentées ci-dessous :

En euros	31/12/2023	31/12/2022
Date de l'Assemblée générale statuant sur la proposition de distribution du dividende	14/06/2023	17/06/2022
Date de détachement du dividende	29/06/2023	30/06/2022
Dividende par action (en euro et par action)	0,40	0,30
Montant total de la distribution (en K euros)	1 016 596	762 447

5.1.2. Provisions non courantes

Les provisions non courantes concernent les provisions pour pensions et retraites pour un montant de 1 338 K€ au 31 décembre 2023 (1 101 K€ au 31 décembre 2022).

Il convient de se référer aux explications données au paragraphe 3.6.11.

Libellé en K euros	31/12/2022	31/12/2023	Dotation	Reprise	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Provisions pour pensions et retraites	1 101	1 338	554	(541)	-	-	225

Les autres variations de la provision pour engagement retraite correspondent à la variation des hypothèses actuarielles.

5.1.3. Emprunts et dettes financières

Les emprunts et dettes financières se composent de la façon suivante :

Libellé en K euros	31/12/2022	31/12/2023	Augmentation Inv Emp	Diminution Cess Remb.	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Emprunts auprès établis. de crédit	76	-	-	(76)	-	-	-
Dettes rattachées à des participations	518	511	-	(8)	-	-	-
Endettement non courant	595	511	-	(84)	-	-	-
Emprunts auprès établis. de crédit	102	81	-	(103)	6	-	76
Autres emprunts et dettes assimilées	3 496	3 692	196	-	-	-	-
Intérêts courus sur emprunts	223	236	13	-	-	-	-
Concours bancaires trésorerie passive	0	0	-	-	-	-	-
Concours bancaires dettes	3	3	-	-	-	-	-
Endettement courant	3 823	4 012	209	(103)	6	-	76

L'endettement financier net tel que défini par le groupe DLSI correspond aux montants figurant au passif du bilan sous les postes emprunts et dettes financières à long terme et emprunts et dettes financières à court terme, diminués des instruments dérivés actif (le cas échéant) et de la trésorerie et équivalents de trésorerie. Au 31 décembre 2023, l'endettement financier net est de (25 657) K EUR notamment grâce à la trésorerie et équivalent de trésorerie pour un montant de 30 180 K EUR.

Le ratio d'endettement net de -30,1 % en 2022 est passé à -34,4 % en 2023.

Ci-dessous l'échéancier des emprunts et dettes financières :

Libellé en K euros	31/12/2023	N+1	N+2	N+3	N+4	N+5	Au-delà
Emprunts auprès établis. de crédit	-	-	-	-	-	-	-
Dettes rattachées à des participations	511	-	-	-	-	-	511
Endettement non courant	511	-	-	-	-	-	511
Emprunts auprès établis. de crédit	81	81	-	-	-	-	-
Autres emprunts et dettes assimilées	3 692	3 692	-	-	-	-	-
Intérêts courus sur emprunts	236	236	-	-	-	-	-
Concours bancaires trésorerie passive	0	0	-	-	-	-	-
Concours bancaires dettes	3	3	-	-	-	-	-
Endettement courant	4 012	4 012	-	-	-	-	-

Les montants des emprunts auprès des établissements de crédit proviennent entièrement de la société PEMSA.

Les autres emprunts et dettes assimilées concernent l'avance de trésorerie accordée par les parties liées (voir note 7.2).

La documentation juridique des financements bancaires contractés par le Groupe ne renferme pas de covenant financier, c'est-à-dire d'engagement de respecter un ratio de couverture ou une notation de crédit minimum dont le non-respect pourrait entraîner l'exigibilité anticipée du financement considéré.

5.1.4. Gestion du capital

La politique du Groupe consiste à maintenir un financement par capitaux propres important, afin de soutenir le développement futur de l'activité. Le Directoire sous le contrôle du Conseil de surveillance, veille au niveau des dividendes versés aux porteurs d'actions ordinaires.

Le Groupe gère son capital dans l'esprit de rémunérer les actionnaires et d'assurer un équilibre raisonnable entre les capitaux propres et l'endettement financier.

Durant l'exercice, le Groupe n'a pas modifié sa politique en matière de gestion du capital.

Ni la société, ni ses filiales ne sont soumises, en vertu de règles extérieures, à des exigences spécifiques.

5.1.5. Gestion du risque financier

5.1.5.1. Introduction

Les principaux passifs financiers du Groupe sont constitués de découverts bancaires et de dettes fiscales et sociales. L'objectif principal de ces passifs financiers est de financer les activités opérationnelles du Groupe. Le Groupe détient d'autres actifs financiers tels que des créances clients, de la trésorerie et des dépôts à court terme qui sont générés directement par ses activités.

A ce jour, le Groupe n'a pas contracté d'instruments dérivés, tels des swaps de taux d'intérêt.

Les risques principaux attachés aux instruments financiers du Groupe sont :

- Le risque de crédit
- Le risque de liquidité
- Le risque de marché
- Le risque de taux d'intérêt
- Le risque de change

Cette note présente des informations sur l'exposition du Groupe à chacun des risques ci-dessus, ses objectifs, sa politique et ses procédures de mesure et de gestion des risques. Des informations quantitatives figurent à d'autres endroits dans les états financiers consolidés.

Il incombe au Conseil de Direction de définir et superviser le cadre de la gestion des risques du Groupe. La politique de gestion des risques du Groupe a pour objectif d'identifier et d'analyser les risques auxquels le Groupe doit faire face, de définir les limites dans lesquelles les risques doivent se situer et les contrôles à mettre en œuvre, de gérer les risques et de veiller au respect des limites définies.

5.1.5.2. Risque de crédit

Le risque de crédit représente le risque de perte financière pour le Groupe dans le cas où un client viendrait à manquer à ses obligations contractuelles. Ce risque provient essentiellement des créances clients et des titres de placement.

Clients et autres débiteurs

La politique du groupe est de vérifier la santé financière de tous les clients qui souhaitent obtenir des conditions de paiement à crédit.

Les contrats passés entre DLSI et ses clients font l'objet de garantie, une demande de couverture d'assurance-crédit est systématiquement demandée auprès de nos assureurs et uniquement après avoir obtenu un encours le personnel est mis à disposition.

De plus, les soldes clients font l'objet d'un suivi permanent. Par conséquent l'exposition du Groupe aux créances irrécouvrables n'est pas significative.

L'exposition du Groupe au risque de crédit est influencée principalement par les caractéristiques individuelles des clients. Aucun client ne représentant plus de 5 % des produits du Groupe, il n'y a pas de concentration du risque de crédit. Les éléments quantitatifs concernant les créances commerciales ainsi que l'antériorité des créances courantes sont précisés en note 4.2.1.

Le Groupe détermine un niveau de dépréciation qui représente son estimation des pertes encourues relatives aux créances clients et autres débiteurs ainsi qu'aux placements. La principale composante de cette dépréciation correspond à des pertes spécifiques liées à des risques significatifs individualisés.

Au 31 décembre 2023, les créances clients dépréciées représentaient seulement 1 038 K EUR soit environ 2,41% des créances clients et comptes rattachés.

Placements

Concernant le risque de crédit relatif aux autres actifs financiers du Groupe (trésorerie, équivalents de trésorerie), DLSI place ses excédents de trésorerie au travers de placements en SICAV et CAT auprès de son *pool* bancaire. Le risque de contrepartie lié à ces placements est considéré comme marginal.

Garanties

La politique du Groupe est de n'accorder aucune garantie financière à des sociétés ne faisant pas partie à 100 % du Groupe.

5.1.5.3. Risque de liquidité

Le risque de liquidité correspond au risque que le Groupe éprouve des difficultés à honorer ses dettes lorsque celles-ci arriveront à échéance.

La trésorerie est suivie quotidiennement. Ayant une politique rigoureuse et journalière de notre trésorerie, les risques et tensions sont peu probables, car le Groupe a peu d'engagement hors activité normale.

Au 31 décembre 2023, le Groupe dispose d'une trésorerie brute de 30,2 M EUR tandis que les dettes financières et les dettes de location exigibles à moins d'un an sont de 5,8 M EUR.

Le Groupe DLSI a procédé à une revue spécifique de son risque de liquidité et considère être en mesure de faire face à ses échéances à venir au cours des douze prochains mois.

5.1.5.4. Risque de marché

Le risque de marché correspond au risque que des variations de prix de marché, tels que les cours de change, les taux d'intérêt et les prix des instruments de capitaux propres, affectent le résultat du Groupe ou la valeur des instruments financiers détenus. La gestion du risque de marché a pour objectif de gérer et contrôler les expositions au risque de marché dans des limites acceptables, tout en optimisant le couple rentabilité / risque.

5.1.5.5. Risque de taux d'intérêt

En complément de sa capacité d'autofinancement, DLSI peut avoir recours à l'endettement dans le cadre de financement d'acquisitions externes.

Au vu du montant peu significatif de la dette bancaire au 31 décembre 2023, le risque de taux d'intérêt est considéré comme mineur.

5.1.5.6. Risque de change

D'une façon générale, le Groupe est peu exposé aux risques de change.

Les monnaies dans lesquelles les transactions sont essentiellement libellées sont l'Euro (€) et le Franc Suisse (CHF).

D'une manière générale, le Groupe recherche toujours le taux de financement interbancaire le plus intéressant et dans une monnaie dans laquelle il possède des avoirs.

Au 31 décembre 2023, il existe des actifs financiers (nets des passifs financiers) en devise pour 234 KCHF.

5.2. Passifs courants

5.2.1. Provisions d'exploitation

Les provisions d'exploitation concernent les litiges sociaux.

Libellé en K euros	31/12/2022	31/12/2023	Dotation	Reprise	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Provisions pour litiges	-	-	-	-	-	-	-
Autres provisions pour risques	80	195	144	(27)	(2)	-	-
Autres provisions pour charges	-	-	-	-	-	-	-
Provisions courantes	80	195	144	(27)	(2)	-	-

Pour rappel, l'évolution des provisions d'exploitation de l'an dernier se présentait comme suit :

Libellé en K euros	31/12/2021	31/12/2022	Dotation	Reprise	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Provisions pour litiges	82	-	-	(82)	-	-	-
Autres provisions pour risques	1 040	80	224	(1 183)	-	-	-
Autres provisions pour charges	36	-	-	(33)	(3)	-	-
Provisions courantes	1 158	80	224	(1 298)	(3)	-	-

5.2.2. Fournisseurs et autres créditeurs et autres passifs courants

Les autres passifs courants se composent de la manière suivante :

Libellé en K euros	31/12/2022	31/12/2023
Dettes fournisseurs	4 376	5 010
Avoirs à établir	929	1 200
Fournisseurs et comptes rattachés	5 305	6 211
Dettes sociales	27 539	27 453
Dettes fiscales hors IS	9 165	9 045
Etat - impôts sur les bénéfices	271	90
Autres dettes	1 576	1 403
Autres passifs courants	38 550	37 992
Total	43 855	44 203

6. DETAIL DU COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDÉ

6.1. Chiffre d'affaires par pays

Le chiffre d'affaires se compose comme suit :

en K€	2023	2022
France	115 731	119 075
Allemagne	3 915	3 481
Luxembourg	2 329	2 398
Suisse	82 427	71 396
UE (autres)	133	336
TOTAL	204 535	196 686

6.2. Charges de personnel et ventilation des effectifs

Les charges de personnel et la ventilation des effectifs se présentent comme suit :

Libellé	2023	2022
Cadres	72	72
Agents de maîtrise et techniciens		
Employés	173	169
Ouvriers		
Effectif moyen interne	245	241
Intérimaires	3 014	3 016
Effectif moyen intérimaire	3 014	3 016
Effectif moyen total	3 259	3 257

Le calcul des effectifs moyen est déterminé de la manière suivante :

France : le nombre de salariés est égal au nombre d'heures prestées / 12 / 151.67 heures

Allemagne : le nombre de salariés est égal au nombre d'heures prestées / 12 / 160 heures

Luxembourg : le nombre de salariés est égal au nombre d'heures prestées / 12 / 160 heures

Suisse : le nombre de salariés est égal au nombre d'heures prestées / 12 / 160 heures

Les charges de personnel s'élèvent à un total de 186 443 K€ pour l'exercice 2023 (179 112 K€ en 2022) soit 163 202 K€ de salaires et traitements, 22 629 K€ de charges sociales et 612 K€ de participations aux salariés.

6.3. Autres produits et charges financières

Ci-dessous le détail des autres produits et charges financières :

Libellé en K euros	2023	2022
Pertes sur créances financières et VMP	-	(53)
Charges financières sur droit d'utilisation	(43)	(45)
Autres charges financières	(284)	(354)
Dot. dépr. sur actifs financiers	(4)	(1)
Dividendes des autres participations	238	38
Gains de change sur opérations financières	37	57
Reprise sur dépréciation titres - groupe	-	61
Autres produits et charges financières	(57)	(297)

6.4. Dotations aux amortissements

Les dotations aux amortissements se répartissent de la manière suivante :

Libellé en K euros	2023	2022
Dot./Amt. & Dépr. sur immo. incorporelles	(140)	(73)
Dot./Amt. & Dépr. sur immo. corporelles	(351)	(295)
Dot. aux provisions d'exploitation	(329)	(599)
Dotations pour dépr. des actifs circulants	(219)	(240)
Dotations aux amortissements exceptionnels des immobilisations	(125)	(125)
Dot./Amt. & Dépr. sur droit d'utilisation d'actifs corporels	(2 070)	(1 940)
Reprise sur provisions d'exploitation	344	734
Rep./Prov. engagements de retraite	-	671
Rep./Dépr. sur actif circulant	51	166
Rep. sur provisions à caractère exceptionnel	-	139
Rep. excep./ Dépr. actif circulant	-	831
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	(2 839)	(731)

6.5. Charges d'impôts

La charge d'impôt se décompose comme suit :

Libellé en K euros	2023	2022
Impôt sur les bénéfices	(1 621)	(1 389)
CVAE	(403)	(808)
Impôts différés	165	42
Report	136	18
Impôts sur les résultats	(1 723)	(2 138)

En 2023, les impôts courants incluent la contribution sur la valeur ajoutée des entreprises pour un montant de 403 K€ contre 808 K€ en 2022.

La preuve d'impôt sur les bénéfices se détaille ainsi (en K€) :

Libellé en K euros	2023	2022
Résultat des entreprises intégrées	3 711	4 952
Résultat net (Part du groupe)	3 680	4 787
Intérêts ne conférant pas le contrôle - Résultat	31	165
Réintégration des impôts sur le résultat, des amort/prov. sur goodwill et résultat des MEE	(1 880)	(1 330)
Résultat avant impôts sur le résultat, des amort/prov. sur goodwill et résultat des MEE	5 591	6 282
Taux d'impôt de l'entité consolidante	25,00%	25,00%
Impôt théorique au taux de l'entité consolidante	(1 398)	(1 571)
Effets des différences de base	(179)	193
Effets des différences de taux	7	44
Effets des dispositions fiscales particulières	90	(30)
Autres effets sur l'impôt	160	34
Charge d'impôt théorique	(1 320)	(1 330)
Charge d'impôt réelle	(1 320)	(1 330)
Ecart	0	0
Taux effectif d'impôt	23,62%	21,17%

Le taux effectif d'impôt au 31 décembre 2023 s'élève à 23,62% contre 21,17% au 31 décembre 2022.

Actifs et passifs d'impôts différés ventilés par catégories

Au bilan, les actifs et passifs d'impôts différés se présentent comme suit :

Libellé en K euros	31/12/2022	31/12/2023	Augmentation Inv Emp	Diminution Cess Remb.	Ecart de conversion	Variation de périmètre
Impôts différés - actif	400	506	152	-	(46)	-
Impôts différés - passif	0	25	70	-	(45)	-
Valeur nette impôt différé	400	481	82	-	(1)	-
Liasse	-	(218)	(207)	-	(10)	-
Fiscalité différée (décalages temporaires)	453	524	71	-	-	-
Impôts différés (Activation des engagements de retraite)	(53)	175	155	-	9	-
Annulation part IP et MEE	-	-	-	-	-	-
Sous total	400	481	82	-	(1)	-
Autres	-	-	-	-	-	-
Valeur nette par catégorie	400	481	82	-	(1)	-

A titre informatif, les taux d'imposition en vigueur dans les pays où le Groupe DLSI est implanté sont les suivants :

	2023	2022
France	25 %	25 %
Luxembourg	25 %	25 %
Allemagne	19 %	19 %
Suisse	22 %	22 %

7. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

7.1. Rémunération des administrateurs et dirigeants mandataires sociaux

Au titre des exercices clos les 31 décembre 2023 et 2022, la rémunération des administrateurs et dirigeants mandataires sociaux a été la suivante :

31/12/2023 (en euros)

Nom	Fonction	Rémunération fixe	Rémunération variable	Jetons de présence	Avantages en nature	Régimes complémentaires de retraite	Total
Thierry DOUDOT	Président du directoire	261 000	-	-	7 442	-	268 442
Anne-Marie ROHR	Membre du directoire (01 à 05/2023)	61 050	-	-	2 046	-	63 096
Raymond BIRCHEN	Membre du directoire – 06/2023	40 874	-	-	2 552	-	43 426
Jean-Marie NANTERN	Membre du Conseil de surveillance	-	-	16 000	-	-	16 000
Laurent LUTZ	Membre du Conseil de surveillance	172 540	-	8 000	11 852	-	192 392
Véronique LUTZ	Membre du Conseil de surveillance	-	-	8 000	-	-	8 000
Anne DOUDOT	Membre du Conseil de surveillance	-	-	8 000	-	-	8 000
Total		535 464	-	40 000	23 892	-	599 356

31/12/2022 (en euros)

Nom	Fonction	Rémunération fixe	Rémunération variable	Jetons de présence	Avantages en nature	Régimes complémentaires de retraite	Total
Thierry DOUDOT	Président du directoire	257 255	-	-	8 040	-	265 295
Anne-Marie ROHR	Membre du directoire	163 830	-	-	5 583	-	169 413
Jean-Marie NANTERN	Membre du Conseil de surveillance	-	-	10 000	-	-	10 000
Laurent LUTZ	Membre du Conseil de surveillance	163 913	-	5 000	11 852	-	180 765
Véronique LUTZ	Membre du Conseil de surveillance	-	-	5 000	-	-	5 000
Anne DOUDOT	Membre du Conseil de surveillance	-	-	5 000	-	-	5 000
Total		584 998	-	25 000	25 475	-	635 473

Les administrateurs et dirigeants mandataires sociaux de D.L.S.I. ne perçoivent aucune rémunération de la société RAY INTERNATIONAL S.A., actionnaire principal de D.L.S.I.

D.L.S.I. n'a pris aucun engagement de quelque nature que ce soit au bénéfice de ses mandataires sociaux correspondant à des éléments de rémunération, des indemnités ou des avantages dus ou susceptibles d'être dus à raison de la prise, de la cessation ou du changement de ces fonctions ou postérieurement à celles-ci.

Aucune action gratuite n'est prévue pour les organes de Direction.

7.2. Relations avec les parties liées

En K euros	2023		2022	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Ray International SA	-	196	-	78
TOTAL	-	196	-	78

Au 31 décembre 2023, la dette envers Ray International s'élève à 3 692 K€ (versus 3 496 K€ au 31 décembre 2022). Il s'agit d'une avance de trésorerie décomposée de la manière suivante :

- 1 811 K€ au profit de DLSI SA rémunérée au cours de l'exercice à un taux annuel égal à 5,57 %
- 1 881 K€ au profit de DLSI LUX rémunérée au cours de l'exercice à un taux annuel égal à 5,57 %

Les ventes et les achats avec les parties liées sont réalisés au prix de marché. Les soldes en cours à la fin de l'exercice ne sont ni garantis, ni porteurs d'intérêts et les règlements se font en trésorerie. Il n'y a pas eu de garantie fournie ou reçue pour les créances et les dettes sur les parties liées.

7.3. Engagements hors-bilan

7.3.1. Engagements reçus et donnés

Au 31 décembre 2023, il n'existe pas d'engagements reçus ou donnés par le Groupe.

Au 31 décembre 2022, il n'y avait pas d'engagements donnés et les engagements reçus étaient les suivants :

Garanties d'Actif et de Passif

Suite à l'acquisition des sociétés EXELTEAM et MPC en octobre 2018, le précédent actionnaire (Mr et Mme PRUAL) ont consenti des garanties d'actif et de passif. Une garantie autonome de paiement nous a été remise avec les montants suivants :

Pour EXELTEAM :

- Une somme de 130 000 € valable du 16 janvier 2021 au 15 janvier 2022

Pour MPC :

- Une somme de 70 000 € valable du 16 janvier 2021 au 15 janvier 2022

7.3.2. Autres engagements

Une banque s'est portée garante de DLSI Luxembourg à concurrence de 702 K€ envers le ministère du Travail et de l'Emploi luxembourgeois ainsi qu'à concurrence de 9 K€ envers un bailleur. Ces engagements bancaires sont garantis par des sûretés conférées sur les comptes de la société ouverts auprès de cette banque et présentant au 31 décembre 2023 un solde de 325 K€.

DLSI SA dispose d'une garantie financière délivrée annuellement par le garant pour chacun des établissements de l'entreprise de travail temporaire conformément aux dispositions de l'article R.1251-14 du Code de Travail. Cette

garantie est délivrée par BNP PARIBAS pour un montant de 9 029 623 €.

7.4. Honoraires des commissaires aux comptes

En euros	Année 2023					Année 2022				
	EY	ACCOUNT AUDIT	EUROLUX AUDITS	BIEBER & WALLE	FIDINTER	EY	ACCOUNT AUDIT	EUROLUX AUDITS	BIEBER & WALLE	FIDINTER
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés										
- Société mère	41 742	31 650	-	-	-	54 250	47 250	-	-	-
- Filiales intégrées globalement	-	3 500	22 805	5 000	88 985	-	7 800	22 248	3 500	91 768
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes										
- Société mère	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Filiales intégrées globalement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	41 742	35 150	22 805	5 000	88 985	54 250	55 050	22 248	3 500	91 768